

Van: Sarie Abdeslam <info@dounia-news.com>**Aan:** veerle.solia@amsab.be**Datum:** 02/27/2011 09:30 AM**Onderwerp:** DN n° 1108 : Semaine du 21 au 27 février 2011**DN n° 1108 : Semaine du 21 au 27 février 2011**[Tribune libre](#)[Maroc](#)[Belgique](#)[Europe](#)[Agenda](#)[Archives](#)[Au sommaire](#)

... [Edito](#) : L'embarras de nos élus, dés-orientés, face à leurs forfaitures Jasmin, massacre et dignité (2) ... [Maroc](#) : Forum Social Mondial Dakar 2011 - Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux maghrébins ... [Belgique](#) : La réforme dictée de l'extérieur ? ... COMMUNIQUE de l'AMBDH ... La Sultane, la nouvelle krik certifiée halal ... [Europe](#) : Les immigrés français sont majoritairement des femmes ... Ce 8 mars, faites honneur aux femmes ... 10 mars : La journée sans immigrés en France et en Europe ... Bockel : Sarkozy est mal conseillé sur l'islam . . . L'Allemagne renforce sa politique d'intégration . . . Berlin lance une offensive contre les discriminations . . . Libye : le MRAP horrifié par la répression . . . [Agenda](#) ... [Archives](#) ... [Abonnement](#) ...

L'embarras de nos élus, dés-orientés, face à leurs forfaitures...

Suite aux évènements majeurs qui ébranlent le monde arabe, force est de constater la puissance de l'information alternative, autrement plus perspicace que les médias dominants et leurs marionnettes serviles sous contrôle de nos gouvernements. Et il convient de pointer combien ceux-ci ne peuvent faire autrement que de reconnaître du bout des lèvres le courage des peuples qui s'insurgent contre leurs dictateurs, quand ils fustigeaient il y a quelques semaines seulement le site Wikileaks pour ses révélations ô combien embarrassantes sur leurs pratiques, mettant à nu leur hypocrisie en ces moments où le cours de l'Histoire prend un nouveau tournant avec le risque de leur échapper.

Aujourd'hui, face aux insurrections qui se multiplient dans les pays arabes, nos chancelleries occidentales semblent perdre le Nord et sont tout bonnement dés-orientées (c'est le cas de le dire). Sans revenir sur les multiples facéties de la « sinistre » des Affaires étrangères française, les réactions de l'ensemble de nos classes politiques semblent se résumer à la même pathétique impuissance, se contentant de déclarer piteusement « n'avoir pas bien pris la mesure » de la détresse humaine sévissant dans les pays concernés. Ben, voyons ! Ainsi et malgré les centaines d'ambassades et de consulats répartis dans ces pays, mais avec surtout un personnel formaté dans le sens qui nous convient ; malgré les milliers de « think tank » – cercles de réflexion, en français – où un nombre incalculable de cerveaux viennent élaborer de nouveaux concepts sur à peu près tout et n'importe quoi ; et malgré les sommes indécentes gaspillées par ces irresponsables mondains, voilà que le seul et lamentable constat qu'il leur faille bien établir est qu'une nouvelle fois, tous autant qu'ils sont, ils n'ont rien vu venir ! A un tel stade d'incompétence, ne faudrait-il pas au minimum se demander si les budgets faramineux de tout ce beau monde sont bien utiles ? Qu'il nous soit permis d'en douter.

Mais passons pour l'instant, sur le côté strictement pécuniaire de la chose – dans ces couloirs dorés, on n'en est plus à une gabegie près – et prenons les déclarations actuelles d'une classe politique confondue, pour ce qu'elles sont :

- d'une part, passé le choc initial que cela leur a provoqué, si nous avons bien entendu nos « sinistres », il semble donc que maintenant ils auraient compris la situation catastrophique dans laquelle tente de survivre un nombre incalculable de familles de ces pays, ruinées, écrasées par les connivences qu'ils ont entretenues avec ces tyrans afin d'en soutirer le maximum de profit. Le minimum d'éthique ou à défaut la simple logique voudrait dès lors que nos gouvernements cessent aussitôt tout type de collaboration avec ces dirigeants devenus d'un coup non plus des hôtes voire des amis de vacances, mais des dictateurs infréquentables à fuir à grandes enjambées ;
- d'autre part, si nos gouvernements et leurs « experts » ont réellement pris la mesure du drame des populations de ces pays – pourtant dénoncé depuis des décennies à travers quantité de documents produits par des centaines d'ONG – faudra-t-il attendre que les uns après les autres, les rues arabes offrent le spectacle effroyable d'une jeunesse sacrifiée se faisant assassiner par ses propres dirigeants, avant que les nôtres n'aient les réponses et les réactions adéquates !? Où se terrent-ils donc nos chantres des Droits de l'Homme, nos valeureux humanistes si prompts à réagir en d'autres circonstances !?

Quand un régime n'a d'autre réponse que de tirer sur sa propre population dans l'intention avouée – « nous utiliserons jusqu'à la dernière cartouche » a annoncé l'un des fils du psychopathe de Tripoli – de la tuer et de la blesser, ne faut-il pas sur-le-champ faire entendre clairement notre voix au lieu de marmonner une énième et insipide demande de « retenue » comme vient encore de le faire Mme. H. Clinton, la moue en berne !? Combien de tués faut-il pour que nos démocraties « éclairées » montent au créneau et réagissent avec la fermeté qui convient ? Combien d'assassinats faut-il pour que nous soyons, pour ce coup-là sans retenue, aux côtés des manifestants et de la résistance pacifique comme on a pu le constater depuis des mois que grondent les contestations populaires dans ces pays ? En lieu et place d'offrir notre « savoir-faire » en matière de répression policière et de vendre nos armes de répression, quand donc des voix officielles ayant encore un minimum de conscience humaine et de sens des valeurs s'élèveront-elles pour taper sur la table et dire à ces régimes, et à nos misérables élus vassalisés : assez !

Nos autorités arrogantes et leurs « experts » auront-elles le courage de pousser leur réflexion assez loin pour comprendre que le prix que paie la rue arabe aujourd'hui est en grande partie le prix de leur duplicité avec ces régimes honnis par leurs peuples depuis des années !? Et pousseront-elles l'analyse jusqu'à réaliser que la situation est pareille dans le cas de l'occupation sanglante en Palestine : le prix payé par les Palestiniens étant celui de nos lâchetés depuis plus de 63 ans !? La réponse ne fait hélas pas de doute, et il est à craindre que nos dirigeants n'aient ni ce courage ni les compétences, d'après l'exemple récent que le nouvel ambassadeur français fraîchement nommé a laissé entrevoir lors de sa première intervention médiatique à Tunis. Ainsi de cet autre 1er « sinistre » italien Berlusconi déclarant préférer « ne rien dire sur la situation pour ne pas embarrasser son ami Kadhafi »... mais dans le même temps, mettant à disposition du despote la flotte italienne présente dans les parages, ainsi que des armes, si besoin était. Vergogna ! Trop de compromissions, d'obscurs trafics et de mensonges répétés les ont liés à ces régimes... qu'ils voient s'effondrer avec angoisse, tant leurs intérêts douteux y sont liés. Pensez donc : après le rempart de Ben Ali contre l'intégrisme qui nous menaçait, la complicité de Mubarak à l'étranglement des Palestiniens, le dément libyen nous garantissait le contrôle des flux migratoires vers nos côtes méditerranéennes... sans parler du pétrole qu'il nous livrait à gogo. En vérité, c'est toute la politique occidentale de la région qui se casse la gueule !

Alors que les décisions que nous devrions prendre sont :

- condamnation ferme et catégorique de toute violence à l'encontre des populations ;
- soutien inconditionnel à la résistance et aux opposants à de tels régimes ;
- gel instantané des biens et avoirs de tous les responsables de crimes de civils, quels qu'ils soient ;
- sanctions immédiates à l'encontre de ces régimes et de tous ceux qui les servent, là-bas comme ici ;
- mandats d'arrêt international dans le but de transférer les responsables devant un tribunal ;
- jugement des dirigeants et de leurs collaborateurs proches et lointains...

Moins que cela, procède d'une hypocrisie manifeste et n'est pas à la mesure de la situation. Et il faut en profiter pour exiger de nos gouvernements, la rupture définitive avec tous les régimes de ce type. Dialoguer, oui, dans le but d'obtenir de profonds changements ; coopérer, non, tant que ces régimes ne sont pas réellement au service de leurs populations et qu'ils utilisent une force aveugle pour les massacrer à la moindre occasion.

Il n'y a pas si longtemps, « experts » et « spécialistes » en tous genres, se bousculant

dans les stations radio et sur les plateaux télé, décrétaient du haut de leur certitude – après la chute du mur de Berlin qu’aucun d’eux n’avaient vu venir – qu’avec l’effondrement de l’URSS, nous assistions à la « fin de l’Histoire »... – rien que ça ! Avec quelques années de recul, non seulement l’on a pu se rendre compte de la vanité de la déclaration, mais encore, de l’erreur absolue de tous ceux qui l’ont proférée, diffusée ou au moins adoptée comme nouvelle vérité... Tout à l’inverse, chacun peut constater que l’Histoire, loin de se terminer, se déroule sous nos yeux. Et un peu de perspicacité nous indiquerait même qu’elle pourrait bien arriver jusque sous nos fenêtres... Car l’une des leçons que nous donne le soulèvement populaire dans les pays arabes est ce rappel : que tout dirigeant censé représenter le peuple, n’est à cette place que par la seule volonté de ce dernier. A voir les sourdes manigances, les compromissions multiples et les innombrables forfaitures de nos élus avec les dictateurs dont se débarrassent les peuples arabes, ne faudrait-il pas faire un peu le ménage chez nous, et « dégager » certain(e)s de nos enfoiré(e)s !?...

Enfin, instruits comme nous et d’après leurs récentes déclarations suite à ce qu’ils voient chaque jour sous leurs yeux depuis bientôt deux mois, comment ne pas voir l’évident parallèle entre ces situations et la brutale occupation des forces israéliennes à l’encontre de la population palestinienne, depuis des décennies ? Là non plus, n’y a-t-il pas eu assez de massacres, de drames et de crimes perpétrés lâchement et avec la complicité de nos gouvernements, pour que cette situation soit pour une fois prise avec tout le sérieux nécessaire, loin des effets d’annonce qui n’aboutissent jamais !? L’autisme de nos classes politiques est-il à ce point ancré, qu’elles pensent que les choses se perpétueront de la manière actuelle en Palestine, certaines que leur allié israélien saura utiliser les méthodes abjectes dont on le sait capable pour se prémunir du tsunami qui finira par le déborder ? Dans la tectonique des plaques qui secoue la région et le chaos qui risque d’en découler, qui aura le courage et la probité pour se lever et dire à l’entité sioniste, avant l’irréversible : « DÉGAGE » !?

Daniel Vanhove –
Observateur civil
Auteur
22.02.11

Jasmin, massacre et dignité (2)

Par Nabil El-Haggar Universitaire

Les échos de la révolution égyptienne et tunisienne continuent à retentir dans le monde arabe, de la Lybie à l’extrême sud de l’Arabie. Après plus de quarante années de gestation et de fermentation politique et culturelle, les peuples arabes ont pris confiance en eux, ont fait tomber le mur de la peur et se sont « mis debout ». Vont-ils totalement réussir à se débarrasser des dictatures militaires, des monarchies tribales et des oligarchies taillées sur pièces qui les soumettent depuis plus d’un siècle ? S’il est encore trop tôt pour répondre par l’affirmative, cela ne relève désormais plus de l’impossible ! Les dictateurs s’accrochent et espèrent museler le peuple en organisant quelques massacres au Yémen et à Bahreïn et un grand en Lybie ! Ils fondent cet espoir sur le silence assourdissant d’un certain occident qui a peur d’une grande démocratie arabe. Cinq cents cinquante Libyens ont été tués en trois jours, dont 250 bombardés par l’aviation. Pourquoi aucune réaction digne de ce nom n’est parvenue aux oreilles du Dictateur ? Parce que la Lybie a des accords avec l’Europe pour lutter contre l’immigration clandestine africaine. Parce que le régime libyen a monnayé sa « respectabilité » en acceptant de ne plus financer les organisations soupçonnées de terrorisme. Cela rappelle le silence devant le massacre bien plus dévastateur de plus de 2000 palestiniens bombardés à Gaza par la « démocratie » d’Israël, il y a deux ans. Par ailleurs, les Etats-Unis d’Obama, après avoir rendu hommage à la démocratie naissante en

Egypte et en Tunisie, posent leur veto à la résolution présentée par les Palestiniens à l'ONU condamnant le développement des colonies. Autrement dit, en pleine révolution arabe, les Palestiniens n'ont pas droit à la démocratie ! Le symbole est énorme, Obama est petit. Les conditions de la réussite Il ne suffira pas de se débarrasser des dictateurs et de leurs régimes pour que la révolution arabe soit accomplie. Il faudra réussir la refondation de l'histoire arabe à partir des espoirs portés par la jeunesse initiatrice de cette révolution. Il faudra réussir la construction d'une démocratie véritable qui leur permettra de se débarrasser de toutes les anomalies qui empoisonnent les sociétés arabes depuis trop longtemps. Ce qui revient à mener la bataille culturelle, celle des valeurs et de l'acceptation de l'autre. Cette réussite est la condition sine qua non pour que les sociétés arabes puissent enfin se retrouver autour d'un projet politique, social et culturel commun, qui recueille l'adhésion de tous les « Arabes, hommes et femmes » indépendamment des confessions, des religions, des tribus et des régions. Ce projet devra convaincre que seuls les concepts politiques porteurs de valeurs telles que citoyenneté et laïcité peuvent garantir une réelle démocratie et une égalité de tous en droits. Des valeurs sans lesquelles la démocratie n'est pas possible. La révolution et la Palestine Il incombera aussi à la révolution arabe de régler la question palestinienne ! Cette révolution sera en effet boiteuse tant que la question palestinienne, trop longtemps ignorée des gouvernements arabes actuels, n'aura pas trouvé une solution juste. Nous savons que ceci ne sera pas facile. Parlons-en prochainement.

Forum Social Mondial Dakar 2011

Déclaration de l'assemblée des mouvements sociaux maghrébins

Nous, mouvements sociaux du Maghreb, réunis à Dakar lors Forum social mondial 2011 réaffirmons le choix stratégique de la mise en place d'un espace maghrébin de luttes et de mobilisations sociales pour l'édification d'un Maghreb des Peuples démocratique, ouvert sur le Machrek et pleinement enraciné en Afrique. Les révolutions populaires en Tunisie et Egypte viennent confirmer nos choix et nos exigences de démocratie et de justice sociale, ils confortent nos luttes pour la démocratie et contre les choix néolibéraux qui aggravent l'injustice sociale, les inégalités, la répression des mouvements de revendications sociales et politiques.

Tout en réaffirmant notre soutien et notre solidarité active à l'ensemble des luttes des peuples du Maghreb et du Machrek qui se soulèvent contre les dictatures et les pouvoirs autoritaires pour la démocratie, la liberté, la dignité et la justice sociale, nous sommes conscients des défis que pose la construction démocratique ainsi que la difficile gestion de la transition vers la démocratie.

Les mouvements sociaux continuent de réaffirmer leur soutien total et indéfectible à la lutte du peuple palestinien contre l'Etat sioniste et colonial et pour leur droit à un Etat indépendant. Ils dénoncent les ingérences et les interventions militaires de l'impérialisme américain et la duplicité sinon le silence complice des Etats européens et de certains états arabes concernant les crimes de l'Etat d'Israël.

Nous rappelons que le Forum Social Maghrébin est un espace régi par la charte de Porto Alegre et par la Charte du Maghreb des peuples et de ce fait,

- C'est un espace autonome et indépendant des Etats et des partis politiques
- C'est un espace pour débattre et non pour se battre, un espace respectueux des droits de l'homme, de la diversité des idées et des positions et qui protège et stimule la libre expression sur toutes les questions qui entravent l'édification d'un Maghreb des Peuples
- C'est un espace de convergence et d'articulations de luttes communes, de solidarité et de mise en réseaux des mouvements sociaux pour la construction du Maghreb

- C'est un espace qui vise à dépasser les clivages chauvinistes et qui vise à faciliter l'émergence d'une nouvelle culture, une nouvelle identité qui se reconnaît dans sa diversité et sa richesse, de nouvelles formes d'organisation pour un autre Maghreb, un Maghreb que les gouvernements en place n'ont pu réaliser malgré les aspirations populaires pour l'unité.
- C'est un espace d'inclusion et non d'exclusion de tous les peuples de la région, de tous les mouvements sociaux qui se reconnaissent dans la Charte de Porto Alegre et qui se dressent, chacun dans son domaine, contre le néolibéralisme, pour l'égalité et la dignité des femmes, pour la démocratie et la justice sociale, contre les guerres et le racisme, contre la répression et pour le respect des droits universels de l'homme et pour la protection de la nature et de notre environnement contre les pollueurs et les prédateurs.

L'Assemblée des mouvements sociaux du Maghreb s'engage

1. à impulser, renforcer et élargir les convergences des luttes des mouvements sociaux de la région du Maghreb et du Machrek, tout en développant les articulations et les convergences avec les mouvements sociaux de l'Afrique subsaharienne autour des thématiques qui ont fait l'objet de débats, de campagnes et de mises en réseaux et particulièrement les actions et les forums thématiques abordés et réalisés durant l'année 2010, l'année de mobilisation vers Dakar.
2. A investir de nouveaux espaces au-delà du Maroc qui a été l'un des rares pays de la région à permettre la tenue des forums sociaux , ;les changements en Tunisie et en Egypte offrent une opportunité d'élargissement géographique des espaces de libertés.
3. A donner plus d'ancrage à la mobilisation sociale et à la culture qui s'épanouit au sein des forums sociaux pour un autre monde.
4. A approfondir la réflexion, à la lumière des révolutions tunisienne et égyptienne,, pour formuler des alternatives pour un autre Maghreb, un autre Machrek, une autre Afrique et un autre monde.

Partant de ces faits, les mouvements sociaux du Maghreb, décident, pour les deux années qui nous séparent du prochain Forum Social Mondial :

1. de soutenir activement la relance de la dynamique pour la mise en place du Forum Social Tunisien,
2. de contribuer à la mobilisation et la mise en place d'une commission internationale issue des mouvements du FSM pour rendre une visite à nos camarades tunisiens en guise de solidarité et d'appui au processus démocratique en Tunisie, et qui sera aussi un moment de réflexion sur lrs leçons des révolutions tunisienne et égyptienne,
3. de tenir le 2ème Forum Social Maghreb en Tunisie,
4. d'organiser un Forum Social thématique sur « Relation des Mouvements sociaux et politique et défis de la construction démocratique au Maghreb et au Machrek»
5. d'organiser un forum international sur « Mouvements sociaux et Islam politique » ,
6. de renforcer et élargir le processus engagé pour l'articulation et la construction d'un Forum Social Maghreb Machrek en nous appuyant sur les espaces de liberté à consolider tant en Egypte qu'au Yémen, en Jordanie, au Liban et en Irak et contribuer à la réussite de la campagne de soutien au mouvement social irakien prévue en Octobre 2011 à Irbid,
7. de poursuivre le processus engagé depuis le 1er Forum Social Maghreb en organisant une rencontre régionale sur la résolution des conflits et l'unité maghrébine et consolider les acquis autour de l'Appel pour la Paix au Sahara Occidental (IPSO) loin de la logique des Etats et des groupes armés,
8. d'ouvrir un débat et lancer des campagnes pour la décolonisation des enclaves marocaines, Ceuta et Melilia, encore sous occupation espagnole,
9. de renforcer la dynamique des femmes dans leurs luttes pour la dignité et l'égalité et contre toutes les violences qui leur sont faites et d'appuyer les articulations et les convergences avec la Marche Mondiale des Femmes dans le respect de la diversité des positions, dans la recherche de consensus sur les points de divergence, en conformité avec les valeurs universelles des droits humains et au-delà de toute considération idéologique ou partisane,
10. d'organiser, du fait de l'émergence de nouveaux moyens d'information et de communication et du rôle qu'ils jouent, un forum thématique sur « les médias alternatifs et le droit d'accès à l'information »

11. de continuer à renforcer les rapprochements et la solidarité inter syndicales maghrébines,
12. de consolider les acquis issus de la rencontre africaine tenue à Casablanca sur la Culture en tant que droit et pas uniquement comme élément d'animation des Forums sociaux tout en réitérant notre soutien total des mouvements sociaux amazighs qui luttent pour les droits linguistiques et culturels.

Par ailleurs, l'Assemblée des mouvements sociaux se fixe comme objectifs, durant les deux prochaines années, de travailler à la mise en réseaux des mouvements sociaux en lançant des campagnes :

1. campagne pour l'ouverture des frontières et le droit à la libre circulation des biens et des personnes dans l'espace maghrébin comme une étape pour la construction du Maghreb,
2. campagne contre la militarisation de la région et l'arrêt de la course aux armements et toutes velléités d'hégémonisme dans la région en utilisant les investissements en armement pour la relance d'un développement en faveur des couches déshéritées et la consolidation des valeurs de la paix et de la sécurité des citoyens et citoyennes de la région,
3. campagnes autour de la lutte contre la corruption et la dilapidation des biens publics et contre l'impunité,
4. campagnes sur le droit des migrants, tant les migrants maghrébins en Europe que les migrants subsahariens au Maghreb qui, en quelques années, est devenu terre d'accueil et pas uniquement terre de transit et renforcement des solidarités avec les organisations du Nord tant sur la migration que sur une approche critique des accords de libre échange entre l'Union européenne et le Maghreb,
5. renforcement des articulations et de l'implication des mouvements sociaux maghrébins avec les mouvements sociaux de l'Afrique sub-saharienne pour un autre Maghreb, une autre Afrique, un autre monde et travailler à une plus grande implication du Maghreb au sein du Conseil du Forum Social Africain

L'Assemblée des mouvements sociaux maghrébins est convaincue que la crise systémique du capitalisme et du néolibéralisme aggrave la crise alimentaire, les écarts sociaux, la destruction de l'environnement, la répression, l'endettement des pays, l'interventionnisme à outrance des instances financières internationales, mais la crise offre, comme le montre la Tunisie, l'Egypte et les soulèvements au Maghreb et au Moyen Orient, des opportunités pour la convergence des luttes pour la démocratie, la dignité et la justice sociale,

Dakar, le 11 février 2011.

La réforme dictée de l'extérieur ?

Christian Laporte La Libre

Mis en ligne le 19/02/2011

Le renouvellement annoncé inquiète des musulmans d'origine belge.

L'Exécutif des Musulmans de Belgique a annoncé vendredi dans un communiqué qu'"après trois années de larges concertations menées au sein de la communauté musulmane de Belgique, il remettra son projet de renouvellement final au ministre de la Justice le 1er mars prochain". Et d'ajouter que "les grandes lignes de ce projet ont déjà été accueillies favorablement par Stefaan De Clerck en mai 2010". Cet optimisme n'est pas partagé, loin s'en faut, par l'Alternative démocratique des Musulmans de Belgique qui craint que la réforme soit marquée par certaines pressions extérieures pour ne pas dire étrangères. Et c'est ce qui l'amène à lancer un véritable SOS.

L'ADMB ? C'est une plate-forme qui dit "regrouper les forces vives de toutes les composantes de la communauté musulmane de Belgique sans distinction d'ethnie, de genre, ni d'écoles juridiques". Sa vocation ? "Promouvoir un Organe chef de culte représentatif, démocratique et indépendant de toute forme d'ingérence." Pour sa porte-parole, Isabelle Soumaya Praile, "on est en effet dans une dérive communautariste inquiétante car quel que soient les membres de l'EMB ont confisqué le processus de consultation qui devait mener à un renouvellement de l'institution". Et de pointer "des organisations coupoles proches voire directement dépendantes d'Etats étrangers qui s'apprêtent à proposer un projet de renouvellement sans aucune légitimité". Sont visés ici à la fois la Turquie et le Maroc qui "ont régulièrement manifesté une volonté claire de contrôler la population musulmane de Belgique et de maintenir une mainmise sur leur processus d'intégration". Pour Isabelle Praile, "quelques (ex-)membres de l'EMB développent un projet reposant uniquement sur deux organisations coupoles turques et une marocaine qui représentent 120 mosquées sur 300 recensées en Belgique. Et cela , sans aucun contrôle de l'Assemblée générale de l'EMB". En les suivant, on confierait les processus de reconnaissance des mosquées et de désignation des imams ainsi que les nominations des enseignants de religion islamique et des conseillers islamiques en milieu carcéral à des musulmans à des Etats étrangers. "L'enjeu est donc de taille. Des pays tiers ne s'y sont pas trompés. L'exemple récent de la Tunisie benaliste et de son réseau tentaculaire de contrôle de ses citoyens en Europe a pourtant démontré le danger qu'une telle perspective peut faire peser."

C'est pourquoi l'Alternative des Musulmans de Belgique invite le ministre De Clerck à être très attentif avant de donner son approbation. L'ADMB revendique "une véritable alternative démocratique avec la volonté de tourner le dos à une gestion paternaliste de l'islam : il faut consulter la base et impliquer toutes les composantes de la communauté musulmane sans pour autant exclure les coupoles". Et de plaider pour "des listes électorales provinciales avec présence obligatoire d'un tiers de femmes ainsi que de personnes issues de communautés minoritaires". Autres pré-requis : "La connaissance obligatoire de la langue de la région où l'on est élu; l'exigence de la possession d'un diplôme du secondaire supérieur pour les candidats en dehors de tout statut diplomatique ou de l'exercice d'un quelconque mandat politique."

A. M. B. D. H.

Association des Marocains de Belgique pour la défense des Droits de l'Homme (asbl)
Rue Nicolas Doyen, 74 / B4 – 1080 Bruxelles
Tél : 02 410 48 42
courriel : ambdh.2@skynet.be

COMMUNIQUE

La « rue arabe » se réveille. Enfin! Un vent, un cyclone de soif de liberté balaie l'ensemble du monde arabe et emporte, dans la tourmente, les régimes totalitaires qui oppriment leurs peuples depuis plus de quarante ans.

Hier, la Tunisie et l'Egypte. Aujourd'hui, le Yemen, Bahrein, la Jordanie, l'Algérie et la Libye. Demain, le Maroc et le reste des autres pays arabes?

A l'exemple de la jeunesse des autres pays arabes, les jeunes démocrates marocains lancent un appel à manifester pacifiquement ce 20 février 2011, dans l'ensemble du pays, pour exiger des changements radicaux dans le mode de gouvernance corrompu des autorités marocaines et l'instauration d'un véritable régime démocratique.

Ils réclament:

- La dissolution du Parlement actuel issu d'élections truquées;
- La désignation d'une « assemblée constituante » pour la rédaction d'une constitution réellement démocratique, garantissant la séparation effective des différents pouvoirs accaparés actuellement par le roi, seul.
- Des élections libres et honnêtes respectant la volonté du peuple;
- Le respect de la dignité humaine et des droits de l'homme bafoués au quotidien par le régime actuel.

L'AMBDH se réjouit de ce bouillonnement populaire et de cette soif de démocratie des peuples arabes et marocain. Elle joint sa voix à celles de l'ensemble des organismes de défense des droits de l'homme au Maroc et appelle les autorités marocaines à respecter la volonté du peuple marocain à manifester pacifiquement ce 20 février 2011 pour le respect de sa dignité et de ses droits bafoués.

L'AMBDH met en garde les autorités marocaines contre toute utilisation de la violence et des provocations de son appareil répressif auxquelles il a habitué le peuple marocain.

Bruxelles, le 19 février 2011
Le Conseil d'administration

La Sultane, la nouvelle krieg certifiée halal

La Sultane, une krieg halal sans alcool brassée par la brasserie Caulier de Péruwelz, sera vendue d'ici 15 jours en Belgique, lit-on mercredi dans La Capitale. La krieg sans alcool est destinée aux consommateurs musulmans.

Il s'agit de la première boisson maltée -et non une bière- certifiée halal en Europe. Un imam algérien a certifié la boisson.

La boisson sera vendue en France et des contacts sont en cours pour la GB, la Tunisie, l'Allemagne ou encore le Koweït. (belga)

France (Statistiques suite)

Les immigrés français sont majoritairement des femmes

En 1999, 1,5 million d'immigrés sont de nationalité française, soit 36 % de l'ensemble. La proportion d'immigrés devenus français varie fortement selon le pays d'origine.

Les immigrés ayant acquis la nationalité française sont plus souvent des femmes (55 %). Ce déséquilibre s'accroît avec l'âge : aussi nombreuses que les hommes avant 20 ans, les femmes représentent 59 % de la population immigrée devenue française âgée de 60 ans ou plus.

L'acquisition de la nationalité française nécessitant en général au moins cinq années de résidence en France, il est logique que la part des Français par acquisition dans la population immigrée augmente avec l'âge. De plus, le départ du territoire métropolitain est probablement davantage le fait d'immigrés restés étrangers. La part des Français par acquisition représente le quart des immigrés pour les moins de 40 ans, le tiers entre 40 et

59 ans et la moitié au-delà de 60 ans.

Source : recensements de la population

Ce 8 mars, faites honneur aux femmes

Le 8 mars 2011, le monde entier célèbrera la centième Journée internationale de la femme. Ce jour-là, on fait honneur aux femmes, et tout ce qu'elles réalisent chaque jour – souvent de manière invisible. En Belgique et partout au monde, des femmes prennent leur destin en main et luttent pour le bien-être de leur famille ou de leur communauté.

10 mars : La journée sans immigrés en France et en Europe

La deuxième édition, en France, de la Journée sans immigrés aura lieu, mardi 1er mars, dans tout le pays. Objectif : commencer à changer le regard stigmatisant de la société sur l'immigré. « Par notre absence nous démontrerons la nécessité de notre présence », explique Karima Ibnou, adhérente du collectif 24H sans nous, en France.

Lire la suite :

<http://www.yabiladi.com/articles/details/4680/mars-journee-sans-immigres-france.html>

Bockel : Sarkozy est mal conseillé sur l'islam

Le président fondateur de La Gauche Moderne (alliée à l'UMP) Jean-Marie Bockel (ex-PS), a critiqué samedi la "méthode" du débat lancé par Nicolas Sarkozy sur la laïcité et l'islam en France, débat selon lui mal préparé et qui montre que le président est mal conseillé. "Le président de la République, dont on connaît les qualités, le talent, la franchise, peut aujourd'hui se poser un certain nombre de questions peut-être sur la manière dont il est conseillé dans l'organisation de ce genre de débat", a estimé M. Bockel.

Pour lire la suite <http://www.uam93.com/news/bockel-sarkozy-est-mal-conseille-sur-lislam-5749.html>

Allemagne

L'Allemagne renforce sa politique d'intégration

21.02.2011

À l'occasion de la Conférence des ministres de l'Intégration, Maria Böhmer, ministre allemande déléguée à la migration, aux réfugiés et à l'intégration, a présenté les principaux projets du gouvernement fédéral dans ce domaine. « Grâce à un plan d'action national, à l'introduction de contrats d'intégration et à une loi facilitant la reconnaissance des diplômes étrangers, nous renforçons l'intégration », a-t-elle déclaré le 17 février à Mayence.

« Mettre à profit le potentiel des immigrés constitue pour nous une priorité absolue. Face au manque de main-d'œuvre spécialisée, notre pays ne peut pas se permettre de renoncer aux compétences des immigrants qualifiés. D'ailleurs, le gouvernement fédéral a pris des mesures : le projet de loi sur la reconnaissance des diplômes étrangers est en bonne voie. Cela représente un nouveau jalon dans l'intégration », s'est félicitée Maria Böhmer. « 300 000 immigrés diplômés de l'enseignement supérieur ou titulaires d'autres qualifications attendent de pouvoir exercer un métier chez nous. Nous avons tous à y gagner », a-t-elle souligné.

« Notre politique d'intégration actuelle repose essentiellement sur le plan d'action national, qui reste axé sur trois grands chantiers : la langue, l'éducation et la formation ainsi que le marché de l'emploi. [...] Les plus jeunes devraient tous bénéficier de l'apprentissage linguistique proposé au jardin d'enfants. Les parents immigrés sont encore trop peu nombreux à opter pour cette solution. En 2008, 93 % des petits Allemands âgés de 3 à 6 ans fréquentaient ce type de structure, contre 84 % chez leurs pairs issus de l'immigration. Aussi, je plaide pour une année gratuite et obligatoire dans un jardin d'enfants », a poursuivi la ministre.

Par ailleurs, le plan d'action national insiste davantage sur l'accès des immigrés à la fonction publique. « Nous avons besoin que plus d'immigrés deviennent policiers, pompiers, employés administratifs, enseignants ou éducateurs. En effet, leurs connaissances linguistiques et leur expérience interculturelle peuvent faire d'eux de précieux médiateurs », a poursuivi Mme Böhmer.

« Nous allons également renforcer l'intégration en introduisant des contrats individuels. À partir du mois d'avril, un projet pilote sera déployé pendant un an et demi au sein de certaines communes et circonscriptions. Les contrats préciseront sous quelles conditions les étrangers peuvent venir en Allemagne. [...] En retour, ils bénéficieront d'aides pour l'apprentissage de la langue et la reconnaissance de leurs diplômes. »

Source : Office de presse et d'information du gouvernement fédéral

Berlin lance une offensive contre les discriminations

22.02.2011

La Haute Autorité fédérale de lutte contre les discriminations (ADS) a annoncé lundi la mise en place de réseaux de soutien et de conseil en Allemagne. L'objectif de cette « offensive pour une société sans discrimination » est d'offrir à chacun, sur tout le territoire, « les meilleurs conseils et le meilleur soutien possible », a déclaré sa directrice, Christine Lüders, à Berlin.

Le soutien apporté aux victimes de discriminations en Allemagne possède actuellement deux défauts, analyse Mme Lüders. D'une part, le maillage du territoire n'est pas complet. De l'autre, les centres de conseil existants, quoique nombreux, sont souvent spécialisés dans un seul type de discriminations, par exemple envers les femmes ou envers les personnes à mobilité réduite.

Fédérer les énergies

Pour y remédier, la Haute Autorité fédérale de lutte contre les discriminations entend fédérer les énergies. Créée en 2006 pour aider les victimes, informer le grand public et faire progresser la recherche, elle va promouvoir le travail en réseau des professionnels, organisations et autorités publiques concernés. Elle dispose pour ce faire d'un budget de 1,2 million d'euros.

L'ADS veut, par ailleurs, renforcer sa coopération avec les Länder et les communes, au plus près du terrain, par le biais d'une « coalition contre la discrimination ». Le Land de Berlin est le premier à se mobiliser. Le maire de la ville, Klaus Wowereit, a signé lundi une déclaration d'intention en ce sens.

En Allemagne, selon un sondage de l'ADS, une personne sur trois déclare avoir déjà ressenti une forme de discrimination réprimée par la loi. Cette dernière combat les discriminations fondées sur le sexe, la religion, l'orientation philosophique, le handicap, l'âge, l'identité sexuelle et le racisme.

AL

Source : CIDAD

Libye : le MRAP horrifié par la répression

Ce lundi 21 février, les autorités libyennes ont lancé une opération armée de grande envergure appuyée par l'aviation et l'artillerie afin de disperser les manifestants exigeant la chute du régime de Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis plus de 40 ans. D'après des chiffres provenant d'organisations internationales, les affrontements auraient déjà fait plusieurs centaines de morts et près de 4.000 blessés.

Le MRAP s'indigne de cette répression barbare contre une foule désarmée qui ne fait que réclamer son droit à la dignité. Seif Al Islam, le fils de Kadhafi, avait menacé d'entraîner le pays dans la « guerre civile » avec le risque de « rivières de sang ». Le gouvernement France doit condamner avec force ce crime contre l'humanité commis par régime Kadhafi.

Le MRAP renouvelle toute sa solidarité à la population.

Paris, le 22 février 2011.

SOUPER DE SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE

Quand : le 12 mars 2011 à 19.00 h

Où? à l'Aquilone asbl, 25 Boulevard Saucy, 4020 Liège Outremeuse.

La Journée de la Terre, est le symbole de la lutte du peuple palestinien contre son déracinement et la confiscation de sa terre.

Au programme :

- Expo de photos de Sidney Bovy
- Rapport de mission d'observation en Palestine
- Repas palestinien au prix de 10 euro
- Concert du groupe Accord'Âge
- Tous les bénéfices iront aux jeunes du camp palestinien de Chatila.

RESERVATIONS souhaitées jusqu'au 08/03/2011

au 0496/230.242 ou par mail (aldamirihamdani@hotmail.com)

Organisation : Association Belgo-Palestinienne, section de Liège.

FRUIT ÉTRANGE(R)

une création théâtrale originale issue du groupe de travail éducation permanente

Nous sommes en 2097, des morceaux de pays ont disparu sous les eaux, la Belgique n'existe plus et le racisme n'est plus qu'un lointain souvenir. Cependant, comme d'autres avant eux, M. Manajeur et le Docteur considèrent que le multiculturalisme a échoué et proposent d'innover en étudiant un nouveau modèle de société basé sur les erreurs de leurs ancêtres. Revivez le quotidien de ces "fruits étrange(r)s" tel que Billie Holiday nous l'a chanté hier. Vous assisterez au racisme et à la discrimination de la nuit des temps jusqu'à nos jours, à travers des petites scènettes humoristiques ou pleines d'émotion, et découvrez le plan sournois de M. Manajeur et son acolyte...

« Fruit étrange(r) » est une création théâtrale originale sur le racisme d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Basée sur la technique du théâtre d'intervention, l'écriture s'est faite à partir des expériences réelles, fictives ou fantasmées des participants au projet, qu'ils soient discriminants et/ou discriminés, racistes et/ou racisés ou encore simples citoyens routiniers.

Informations pratiques :

Samedi 05 mars et dimanche 06 mars à 20h au Palais des Beaux-Arts
23 Rue Ravenstein, 1000 Bruxelles

Préventes : 10 euro (8 euro pour les moins de 26 ans), disponibles : au Palais des Beaux-Arts – BOZARTICKETS, au 02.507.82.00 ou sur <http://www.bozar.be>
Sur place le jour même : 12 euro (10 euro pour les moins de 26 ans)
Dimanche 20 mars à 18h au Théâtre du Vaudeville
13 Galerie de la Reine – 1000 Bruxelles

Préventes : 10 euro (8 euro pour les moins de 26 ans), disponibles : dans les magasins FNAC, au 0900.00.600 (0.45€/min) ou sur <http://www.fnac.be>

Sur place le jour même : 12 euro (10 euro pour les moins de 26 ans)
En ouverture de la Semaine d'Actions Contre le Racisme 2011, organisée par le MRAX
Vendredi 25 mars à 19h au Centre Culturel d'Uccle
47 Rue Rouge, 1180 Uccle

Préventes : 10 euro (8 euro pour les moins de 26 ans), disponibles au Centre Culturel d'Uccle, au 02.374.64.84 ou sur <http://www.ccu.be>

Sur place le jour même : 12 euro (10 euro pour les moins de 26 ans)
Suivi d'un Networking Diversité organisé par l'ABPM – Association Belge des Professionnels Musulmans

Contact :

<http://www.facebook.com/raselhanout>
info@ras-el-hanout.be / mrax@mrax.be
<http://www.ras-el-hanout.be> / <http://www.mrax.be>
0487/44.10.60 - 0486/74.84.60

Dans le cadre du séminaire « Musulmans européens : entre Texte et contexte »,

l'association European Muslim Network souhaite vous convier à sa journée de formation le samedi 19 mars 2011 de 9h30 à 16h.
Le lieu et l'heure précise vous seront communiqués ultérieurement.

Nous serions particulièrement heureux et honorés de votre présence à cette journée, et de

vous compter parmi les personnes qui, de par leur engagement et leur travail, rendront possible des échanges féconds poussant la réflexion de quelques jalons.

Pour pouvoir vous accueillir dans les meilleures conditions, nous vous serions reconnaissants de nous confirmer votre participation par courriel auprès de Mme Imran YIGIT (+32 484 716 192) : emn.seminaire@hotmail.com et ce, pour le : 5.3.11 au plus tard.

A l'issue de votre inscription, vous recevrez un résumé de l'ouvrage de Tariq Ramadan "La réforme radicale: éthique et libération" ainsi que la fiche de travail et le programme de la journée.

Malika Hamidi

Directrice Générale European Muslim Network

[Tribune libre](#)[Maroc](#)[Belgique](#)[Europe](#)[Agenda](#)

Abonnement

Si vous trouvez que Dounia News est un bon moyen d'information alors, inscrivez vos ami(es) et vos collègues pour recevoir la newsletter Dounia News. Ils vous remercieront.

Archives Dounia News

Dounia News en ligne :

<http://www.dounia.news.com>

Archives thématiques :

http://dounia-news.com/cgi-bin/weblog_basic//index.php

"Archives " zone de liberté d'expression"

a) par auteur b) par date :

<http://akhbardounia.wordpress.com/>

Message envoyé par Splio Free

Ce message a été envoyé par info@dounia-news.com à veerle.solia@amsab.be.

Pour vous désabonner, cliquez sur ce lien : [désabonnement](#).
Splio Free, la solution simple et gratuite pour votre newsletter.